

Ils contribuent à

La République
de l'ESS

Prenons la parole

Construisons collectivement le Récit victorieux de l'ESS

Hugues Sibille, militant de l'ESS

Ma vie professionnelle et citoyenne a été intégralement consacrée à l'ESS depuis 1978 jusqu'à ma Présidence du Labo de l'ESS, par conviction profonde et volonté de promouvoir une autre économie. Le profit comme alpha et oméga, non merci. J'ai depuis longtemps dénoncé que l'ESS soit une potentielle puissance économique avec ses fameux 10% du PNB, mais reste un nain politique. C'est au titre de ma légitimité personnelle, ancienne, constante et dont je suis fier, d'acteur de l'ESS et de mon désir que débouche enfin un récit politique mobilisateur de l'ESS, que j'invite solennellement mes amis à répondre à l'appel de Jérôme Saddier pour co-construire ce récit, faire naître une république ESS et reconnaître une organisation représentative digne de ce nom, ESS France. Prenez la parole. Dites ce que vous avez à dire. Participez d'une grande ambition. C'est l'heure !



« **Ma conviction profonde est que nous sommes au milieu d'un gué démocratique dont la sortie pourrait être particulièrement régressive et dont nous ne sortirons par le haut que par une accélération d'une démocratisation de l'économie.** »

Une heure assombrie par les menaces nombreuses qui planent sur nos têtes, dont la menace démocratique n'est pas la moindre, à côté des menaces sanitaire ou écologique qui mobilisent d'avantage l'opinion. Ma conviction profonde est que nous sommes au milieu d'un gué démocratique dont la sortie pourrait être particulièrement régressive et dont nous ne sortirons par le haut que par une accélération d'une démocratisation de l'économie.

Cette bataille de la démocratisation économique est extraordinairement difficile car elle va à l'encontre des idées dominantes, de celles qui sont véhiculées dès l'école ou dans la sphère médiatique, puisqu'elle remet en cause les formes de propriété des entreprises, l'affectation de leurs résultats, leur gouvernance, c'est-à-dire la modalité des prises de décision et de leur application. La démocratisation de l'économie consiste à donner (ou à ce qu'ils conquièrent !) du **pouvoir de décision** aux agents économiques, d'abord sur la définition de leurs besoins, sur la production, la consommation, la distribution, l'affectation de l'épargne etc. C'est un point dur, différenciant de celle d'une simple dimension d'écoute ou de consultation des parties prenantes (stakeholders) dans les entreprises de capitaux au sein desquelles l'intégralité du pouvoir de décision reste à l'actionnaire (shareholder) et la logique économique à la rémunération du capital.

L'exemple récent de Danone est parlant dans lequel une infime minorité de shareholders, un fonds activiste, quintessence de ce que nous devons rejeter, a pu prendre le pouvoir avec pour finalité unique d'améliorer la rentabilité de l'entreprise et la rémunération des actionnaires. Nous voulons, nous devons renouveler ce système en cours d'épuisement

Si le capitalisme n'a pas été vraiment jusqu'ici menacé par la démocratisation de l'économie proposée par l'ESS, il fait preuve de son pragmatisme et de son extraordinaire capacité d'adaptation en prenant conscience des enjeux de ses externalités et de ses impacts. La RSE a atteint une certaine maturité et la notion d'économie à impact progresse et attire les jeunes conscients des impacts écologiques et sociaux d'une économie trop centrée sur le profit. A nous de réagir, d'affirmer notre projet propre, de ne pas nous laisser couper l'herbe sous le pied.



« La République de l'ESS doit tenir bon sur la dimension démocratique de ses organisations qui est une dimension de rupture, tout en la faisant évoluer. »

La construction d'un récit convainquant d'une République de l'ESS se trouve de ce fait et de mon modeste point de vue, face à un triple défi :

1 La République de l'ESS doit tenir bon sur la dimension démocratique de ses organisations qui est une dimension de rupture (excédents réinvestis, propriété impartageable, gouvernance démocratique et participative), **tout en la faisant évoluer**. Ceci se traduit par des enjeux difficiles pour l'ESS qu'elle n'a pas réussi jusqu'ici à surmonter, au-delà de bonnes paroles sans effet réel. Il y faudra du courage et de la volonté.

11 Rassembler les familles de l'ESS sur la défense de règles communes de lucrativité, de gouvernance, d'organisation du capital, de rémunération des dirigeants. Le premier combat commun des familles françaises de l'ESS à mener est celui de la défense auprès de la Commission Européenne d'un statut d'entreprise à lucrativité limitée. Entre le lucratif des entreprises de capitaux et le non lucratif associatif, il doit y avoir reconnaissance d'entreprises dont la lucrativité est limitée et affectée à la pérennité de l'entreprise. J'inclue ici la notion d'excédents raisonnables des entreprises associatives. Pour l'instant les familles de l'ESS en restent souvent à des visions corporatives (par exemple la mutualité santé et les associations 1901 ne travaillent pas ensemble). Dépassons les clivages. Sortons par le haut en unissant nos forces plutôt qu'en défendant des plaidoyers catégoriels.

12 Approfondir la gouvernance démocratique de ses organisations pour l'améliorer, l'ouvrir, en rendre mieux compte. Le monde capitaliste travaille depuis longtemps sur le fonctionnement de ses conseils d'administration (IFA) et le rôle et la formation de ses administrateurs. L'ESS ne le fait

guère. Résultat : elle n'est pas toujours crédible dans ses discours sur sa démocratie interne, une personne, une voix ! **Son langage de la preuve est insuffisant.** Travaillant dans l'optique d'une République de l'ESS, nous pourrions progresser ensemble dans quatre directions :

* Renforcer le caractère de démocratie **délibérative** (co-construire et délibérer les orientations) et pas seulement représentative (élire les dirigeants) de nos organisations, en sachant utiliser les technologies appropriées.

* **Sortir du mono-sociétariat** de nos organisations (tout le pouvoir aux producteurs ou aux consommateurs ou aux épargnants associés ...) pour l'élargir d'avantage aux parties prenantes : place des salariés dans les conseils des associations ou des banques coopératives, place des consommateurs dans les entreprises de production, par exemple. L'ESS peut se distinguer des entreprises de capitaux (qui s'en gardent bien !) en donnant une voix délibérative à certaines parties prenantes. Les coopératives agricoles progresseraient en associant mieux des consommateurs et des salariés aux décisions.

* Améliorer la **reddition de compte** du fonctionnement démocratique des organisations, les modalités de désignation des dirigeants, la fixation de leur rémunération, la durée des mandats des administrateurs, la parité dans des conseils d'administration etc. La création d'un Institut de la Gouvernance Démocratique des entreprises de l'ESS, capable de formuler des règles claires, de travailler sur les méthodes de gouvernance, sur le rôle des administrateurs et de proposer des démarches de progrès, semblerait bienvenue.

13 Encourager les innovations de gouvernance démocratique et les innovations juridiques le permettant. L'ESS s'est longtemps enfermée derrière ses statuts comme derrière des murs. Elle s'est alors fait accuser **à tort** par cette sentence approximative « les statuts de l'ESS ne sont pas vertu » comme si l'absence de statut conférait la vertu !!! Les statuts de l'ESS constituent un patrimoine très utile. Mais comme tout patrimoine il doit être entretenu, évalué, renouvelé, en privilégiant la force du projet sur le patriotisme de statut. Les SCOP et les associations 1901 ont résisté à tort devant l'émergence du statut de SCIC. Les CAE sont aussi une magnifique innovation coopérative. De nouvelles organisations, formelles, ou informelles apparaissent dans la consommation, l'habitat, la mobilité etc. L'ESS se révèle parfois plus conservatrice en la matière que le capitalisme. Sachons être fidèle à un Projet démocratique et solidaire, mais innovants dans nos organisations juridiques.



« Réveillons-nous ! Notre heure est venue, si nous y croyons. Les 10 % du PNB que représente l'ESS doivent accepter d'investir dans l'intelligence économique et le plaidoyer macro-économique d'une ESS alternative aux entreprises de capitaux. »

2 La république de l'ESS peut être l'occasion de renforcement de stratégies et de plaidoyers économiques au niveau macro, mezzo et micro économiques.

21 **Au niveau « macro »**, l'ESS n'a toujours pas gagné la bataille des idées pour une autre économie. Les économistes qui font l'opinion, soit ne connaissent pas l'ESS, soit n'y croient pas. Les libéraux croient au marché, les autres à la régulation par l'État. Peu de place pour l'ESS là-dedans. Nous avons progressé dans les universités, nous n'avons pas l'équivalent d'une école de Chicago. Nous sommes de « sympathiques 10% », un peu plus crédibles qu'auparavant compte tenu des menaces, mais pas une « alternative de démocratie régulatrice » des marchés. Nous faisons nôtre, l'idée de jouer petit dans la place qu'on nous laisse. Il nous manque l'ambition et parfois la force de la révolte. Réveillons-nous ! Notre heure est venue, si nous y croyons. Les 10 % du PNB que représente l'ESS doivent accepter d'investir dans l'intelligence économique et le plaidoyer macro-économique d'une ESS alternative aux entreprises de capitaux.

22 **Le niveau « mezzo », longtemps sous-évalué devient déterminant**, compte tenu des mutations des écosystèmes économiques, reterritorialisation de l'économie d'un côté, démarches de filières de l'autre (alimentation, mobilité, logistique, isolation thermique, énergies renouvelables etc.). L'ESS manque de stratégie mezzo. Elle se laisse prendre par la concurrence interne ! Elle ne dispose pas des capacités d'investissement. La république ESS doit donc encourager, financer et instrumenter des démarches de coopération mezzo de l'ESS, en particulier :

* adhérer massivement aux CRESS, participer à leurs instances, y revendiquer professionnalisme et exigence, participer aux exercices de contractualisation avec les collectivités territoriales ou l'État. **L'alliance de l'ESS avec les collectivités publiques locales devient un enjeu stratégique majeur autour du concept de « communs ».**

* Conforter et renforcer sa présence dans les démarches de type PTCE, en les considérant comme des démarches d'avenir et non comme de sympathiques initiatives marginales. **Ce sont des laboratoires de recherche sur la coopération.** Les banques, mutuelles de santé ou d'assurance, coopératives agricoles ou de distribution... devraient investir dans les démarches territoriales de type PTCE, Territoire à énergie positive, Territoires zéro chomeur.

* Constituer des écosystèmes de transition, par filière ou intérêt commun. Par filière (mobilité, alimentation, services aux personnes...etc) cela signifie des accords d'entreprises, des stratégies commerciales communes, de la R&D partagée, des outils financiers de filière. Par intérêt commun de transition c'est par exemple l'écosystème que tentent de constituer Enercoop, Biocoop, Railcoop, la Nef, Mobicoop... Voilà une démarche difficile, mais d'avenir : proposer un bouquet de services faisant des usagers des acteurs de la transition écologique, solidaire, et démocratique.

23 **Le niveau micro**, est peut-être devenu moins difficile car l'ESS y a significativement progressé ces dernières années. La loi de 2014 y a contribué en définissant l'ESS comme un mode d'entreprendre. Rassemblons-nous sans état d'âme derrière cette loi, défendons-la. Le capitalisme s'est accaparé la figure de l'entrepreneur. Nous la lui avons abandonnée. Je me suis toute ma vie opposé à cela. Affirmons que nous sommes des entreprenants devenus entrepreneurs. L'ESS a mené une bataille souvent défensive face à la montée de l'entrepreneuriat social au lieu de s'ouvrir aux entrepreneurs sociaux. Aujourd'hui l'ESS instituée doit être pleinement, politiquement et financièrement, aux côtés des SCIC, des circuits-courts, des incubateurs d'entreprises, des fabriques à initiatives, des start-up de territoires, des fonds comme France Active qui collecte une épargne solidaire régionale, des coopératives d'activités et d'emploi, de la jeunesse entreprenante. Nous avons le devoir de proposer autre chose que l'auto-entrepreneuriat inégalitaire d'un côté, ou la maximisation de la valeur ajoutée des startups. Les Uber ou Blablacar de demain devraient être coopératifs, solidaires, équitables. La véritable économie collaborative sera coopérative ou ne sera pas, disons le plus fort et donnons-nous-en les moyens.



« **L'ESS doit être une économie à impact écologique et social, positif et mesurable.** »

3 La République ESS pourrait défendre une économie sans rivage, ouverte, tolérante et bienveillante, tout en utilisant d'avantage le langage de la preuve et en cherchant à polliniser le reste de l'économie.

Nous ne nous battons pas contre, nous nous battons pour. Nous avons confiance en nous pas une mentalité d'assiégés sectaires. Nous sommes dans le care ! Mais nous devons aussi apporter d'avantage la preuve de ce que nous affichons à l'entrée de la boutique ESS !! Certaines positions trop défensives sur la RSE, les entreprises à mission, les entreprises à impact, constituent une forme d'aveux de faiblesse. Sachons ou nous habitons, dans une maison à identité claire, l'ESS, et à partir de cette maison aux fondations solides, regardons ce qui est intéressant ailleurs, passons des alliances si c'est utile, soyons à la pointe des innovations plutôt que les regarder de travers. Se pose notamment aujourd'hui notre rapport à l'économie à impact que la question écologique rend « brûlante ». **ESS et économie à impact ne sauraient être synonymes.** Pour autant l'ESS doit être

une économie à impact écologique et social, positif et mesurable. Nous pourrions faire des efforts dans deux directions.

31 **Être à la pointe de ce qui ne saura manquer d'émerger : la responsabilité territoriale d'entreprise (RTE).** Les aspirations au local des agents économiques, les relocalisations d'activité, l'émergence du concept d'économie de proximité... etc tout cela conduira inéluctablement à mieux mesurer l'ancrage territorial et les impacts territoriaux des entreprises. De par ses caractéristiques, L'ESS est la mieux placée pour rendre compte de ses impacts positifs sur le territoire. Elle risque pourtant de manquer le train. La République de l'ESS est l'occasion de progresser sur la RTE en s'appuyant sur des acquis tels que le Guide d'amélioration des bonnes pratiques, adopté au CSESS.

32 **Progresser significativement sur la mesure de notre utilité écologique et sociale.** Respecter la règle une personne une voix suffira-t-il pour contribuer à la **transition** dont notre monde a tellement besoin ? Ce que nous produisons et consommons, la façon dont nous le faisons deviennent des questions déterminantes. Retravajons la notion de création de valeur dans une optique ESS et devenons leaders de la transition systémique, en défendant le concept de VASTE (valeur ajoutée sociale, territoriale et écologique.). J'ai parfois milité pour que l'ESS ajoute le E d'écologique (ESSE) à son sigle pour montrer une nouvelle direction. J'ai compris que cela heurterait. N'en faisons pas une affaire. Mais veillons à ne pas mettre le sujet sous le tapis. Nombre d'entreprises capitalistes ont un bilan carbone meilleur que celui d'entreprises ESS. C'est un fait. Ce n'est pas parce que d'autres entreprises ont des comportements de voyous écologiques, que nous pouvons nous sentir dédouanés au prétexte que nous sommes l'ESS. Demain, aujourd'hui même, des jeunes ne voudront plus venir travailler dans nos entreprises si elles ne leurs paraissent pas éco-compatibles. Sachons leur donner l'envie de venir chez nous ! La république de l'ESS doit être écologique et disposer des moyens de pilotage et d'évaluation correspondants. Et pas seulement dans les grandes entreprises.

Ces quelques convictions ou suggestions sont des esquisses subjectives, ancrées dans ma loyauté à l'égard de l'ESS. Elles sont surtout un prétexte à ce que vous fassiez de même individuellement ou collectivement.

Prenez la parole, construisez le récit victorieux de l'ESS. Agissons comme si nous ne pouvons pas échouer.